

ADMINISTRATION :
 Imprimerie F. RUEDI
 Lausanne
 3, Jumelles — Tél. 12-44

La Voix de l'Humanité

Organe de la « ligue pour la défense de l'Humanité
 et pour l'organisation de son progrès »

ABONNEMENTS :
 Edition hebdomadaire : Suisse,
 3 fr. par an ; autres pays,
 5 fr. par an.
 Avec la Revue internationale
 « Les Documents du Progrès » :
 France et Suisse, 7 fr. par
 an ; autres pays, 10 fr. par an.
 Le numéro : 5 cent.

Comité suisse de la Ligue : Dr Auguste FOREL ; A. SUTER, vice-président du Conseil communal de Lausanne. Dr R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès » ; Baron F. de WRANGEL, Ascona ; A. ESSLER, ancien président du tribunal, Berne ; Dr A. de Q. ERVAIN, professeur à l'Université de Zurich ; Dr A. HUBER ancien président du Tribunal civil, Bâle ; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix ; E. PEYTREQUIN, président du cons. d'adm. du journal « La Libre Pensée internationale » ; H. WASSERMANN, vice-président de l'Ordre pour l'Action sociale et morale, Lausanne ; H. HODLER, président de l'Association Espérantiste, Genève, etc.

Comité de patronage international : A. NAQUET, anc. sénateur, Paris ; Jean LONGUET, député de la Seine ; Gustave HUBBARD, ancien député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; Lino FERRIANI, procureur-général honoraire, Côme ; W. FOERSTER, président du Bureau international des poids et mesures ; CASTBERG, ministre norvégien ; Dr de Magalhães LIMA, ancien ministre de l'Instruction publique, Lisbonne, etc.

Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité d'action, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

Le destin de l'Alsace-Lorraine

Le problème alsacien est une des questions principales dont la solution est l'enjeu de la guerre mondiale. Il est devenu un lieu commun de dire qu'elle ne peut être tranchée que par l'épée, qu'elle constitue un obstacle insurmontable pour toute tentative de terminer cette guerre d'usure par un accord mutuel avant que tous les peuples soient complètement épuisés et de baser les stipulations de la paix future sur le libre consentement de toutes les nations en lutte.

Un de nos amis, M. S. Grumbach, ancien conseiller communal de Colmar (Alsace) et longtemps membre du parti socialiste français (Fédération de la Seine), apporte une solution différente du grand problème dans un livre retentissant : « Le destin de l'Alsace-Lorraine, discours d'un socialiste alsacien à deux nations » (1) ; il s'adresse aux démocrates sincères de France et d'Allemagne et les implore de permettre au peuple alsacien de décider librement de son propre sort.

Si l'Alsace était conquise par les armes françaises ou maintenue sous la domination allemande par les armées impériales, la France ou l'Allemagne respectivement serait cruellement humiliée. Si le peuple souverain d'Alsace se donne librement à l'une ou à l'autre nation, aucun souvenir de défaite ne s'y attache pour le peuple qui perd la plaine du Rhin. Il finira par comprendre que l'amour ni d'une nation, ni d'un être individuel ne peut être conquis par la force et qu'il faut laisser s'en aller ceux qui ne veulent pas rester. Cette faculté de l'Alsace de forger son propre destin constituerait, d'après notre ami, la vraie issue de cette question séculaire.

Citons les conclusions de son livre, pour rendre plus claires ces pensées généreuses :

« Nous sommes en pleine guerre. Personne ne peut savoir combien de temps elle durera, personne ne peut savoir quelle en sera l'issue. Que l'Alsace-Lorraine soit une des nombreuses questions litigieuses, c'est indiscutable ! Quelle position prend-on, en France et en Allemagne, vis-à-vis du problème ?

Les faits répondent :

En Allemagne, aucun membre du gouvernement n'a encore laissé voir qu'il considère la question d'Alsace-Lorraine comme existante et offrant matière à discussion.

En France, la question d'Alsace-Lorraine constitue pour le gouvernement une des plus importantes parmi celles que la guerre a soulevées pour lui. Trois ministres au moins, se sont, en tant que membres du parti socialiste, prononcés en faveur de la consultation.

En Allemagne, la bourgeoisie se refuse, dans la mesure où ses chefs ont exprimé leur opinion, à envisager sérieusement la possibilité que l'Alsace-Lorraine puisse faire retour à la France, et repousse ainsi, bien entendu, la consultation.

En France, la plupart des éléments bourgeois sont pour la réannexion pure et simple et ainsi repoussent également la consultation.

En Allemagne, l'attitude de la social-démocratie est encore incertaine et obscure.

En France, le parti socialiste est favorable à la consultation, son attitude est donc tout à fait conforme aux principes du programme socialiste international.

En Allemagne, un social-démocrate a écrit la phrase « qu'on devrait enfin jeter le droit de libre disposition à la ferraille, car c'est là sa place, étant donné qu'une masse populaire n'est pas capable de reconnaître ses véritables intérêts, ni de les défendre dans un scrutin ».

En France aucun socialiste n'a exprimé une appréciation, même approximativement semblable à celle-ci, qui donne une valeur égale aux aptitudes politiques des Européens et à celles des tribus nègres.

En Allemagne aucun social-démocrate n'a encore écrit : « Si la volonté des Alsaciens-Lorrains d'être Allemands n'existait pas, nous n'aurions absolument aucun droit de disposer d'eux malgré leur volonté. »

En France un des membres les plus connus du parti socialiste a écrit : « Si la volonté des Alsaciens-Lorrains d'être Français n'existait pas, nous n'aurions absolument aucun droit de disposer d'eux malgré leur volonté. »

Qu'est-ce qui nous oblige, nous autres socialistes alsaciens, à demander, en face de cet état de choses, la consultation du peuple alsacien-lorrain ?

Du point de vue socialiste :

La conviction que le devoir de tous les socialistes consiste à combattre le nationalisme aussi en contribuant à résoudre partout les problèmes nationaux.

La conviction que le devoir de tous les socialistes est d'intervenir pour l'application des principes démocratiques, là où le réseau des intérêts économicistes et impérialistes de la société capitaliste ne rend pas d'avance toute solution impossible, — et de constituer ainsi la base d'une action purement socialiste, dans laquelle on ne reconnaîtra plus aux conceptions nationales d'aujourd'hui une valeur éternelle, mais qui aura pour but une organisation politiquement et économiquement unitaire de la société humaine.

Du point de vue alsacien : L'annexion opérée en 1871 par la violence est en contradiction brutale avec la volonté de la population.

Le fait qu'au 4 août 1914 jour où le gouvernement allemand déclara la guerre à la France aucune des demandes décisives d'autonomie de l'Alsace-Lorraine n'avait été satisfaite, bien que près d'un demi-siècle se fût écoulé entre l'annexion et le moment où la guerre éclata.

La constatation officielle, par le gouvernement allemand — au moyen d'innombrables condamnations et une application terroriste de l'état de siège — que les sympathies de la population indigène des deux sexes sans différences de classe, de métier, ni d'âge, vont à la France.

Du point de vue franco-allemand :

La conviction que seule une libre décision du peuple pourra, quelle qu'en soit l'issue, empê-

cher dans les deux pays l'éveil de nouvelles idées de revanche et préparer les voies pour une entente future.

La conviction que seule une volonté avouée de conquête pourra, après la consultation, provoquer un « conflit alsacien-lorrain » — tandis que la non consultation entraînerait, après la guerre, quel que soit l'Etat qui possède les deux provinces, une survivance de l'ancien conflit sous des formes encore plus violentes.

Du point de vue européen :

La conviction qu'une détente politique entre la France et l'Allemagne serait un rude coup porté au militarisme et accélérerait le développement démocratique de tout le continent.

La guerre a détruit et mutilé tant de trésors de civilisation qu'elle forcera les hommes à créer des valeurs nouvelles, avant tout, dans le domaine des relations politiques et sociales, entre ces groupements que nous avons l'habitude de ranger, sous les noms les plus divers et les plus différenciés, dans l'énorme casier des grandes et des petites nations, des grands et des petits peuples. De nouvelles méthodes de solution paraissent nécessaires et possibles. Nulle part, elles ne sont aussi nécessaires, nulle part elles ne sont aussi possibles qu'en Alsace-Lorraine.

Nécessaires : car de vieilles méthodes de solution, une obstination sourde à conserver, en vertu des « droits » conférés par une guerre victorieuse, les territoires conquis, ou une réannexion sourde, en vertu des mêmes « droits » et s'autorisant du passé, ne pourraient établir, entre les deux grandes puissances intéressées des rapports favorables au maintien de la paix future, pas plus qu'elles ne permettraient à la population indigène d'Alsace-Lorraine de collaborer librement et volontairement à résoudre les antagonismes existants.

Possibles : parce que le problème alsacien-lorrain n'a pas un caractère impérialiste, parce que le capitalisme d'aucun des deux pays n'a d'intérêts vitaux à y défendre, parce que ni la souveraineté, ni la situation comme grande puissance de l'un ou de l'autre pays ne dépendent de l'issue de la consultation, — et enfin parce que les quinze cent mille Alsaciens-Lorrains, auxquels il s'agit d'accorder la réalisation de leurs désirs politiques, constituent une population cultivée et au courant des usages politiques européens.

Au peuple français et au peuple allemand j'adresse la prière instante d'abandonner tout préjugé, de porter leurs regards vers l'avenir et de soumettre leur conception du problème à un examen critique digne de cette terrible époque.

Aux partis socialistes des deux pays j'adresse en terminant l'appel le plus chaleureux : au parti socialiste français, que rien ne lui fasse quitter sur cette question la voie où il s'est engagé. Au parti socialiste allemand, qu'il trouve la volonté et le courage de se placer sur le même terrain que le parti socialiste français et d'éliminer par

(1) Neuchâtel, Delachaux & Niestlé S.A., éditeurs.

12

là un obstacle à la reconstitution de l'Internationale socialiste.

Et, me tournant vers ceux qui hésitent, je m'écrie : Il s'agit cette fois de quitter le chemin traditionnel. En dépit de tous les fanatiques de l'habitude, de tous les esclaves du : « Jamais encore cela ne fut ainsi », du : « Cela ne servira tout de même à rien », en dépit de tous les fatalistes de l'évolution, de tous les historiens de l'inertie ! Il s'agit de choisir le sentier qui mène des régions volcaniques où brûlent les doutes renaissant toujours d'eux-mêmes, où se consomment fatalement, de façon stérile les meilleures forces de l'Alsace-Lorraine et une partie des énergies les plus précieuses de la France et de l'Allemagne, — le sentier, dis-je, qui aboutit à la plaine large et tranquille de la certitude dans laquelle deux peuples à caractère bien différent, mais dont chacun possède d'incomparables qualités, pourront devenir un instrument supérieur de progrès humain.

Que le suffrage des Alsaciens-Lorrains tue ces doutes ! — crée cette certitude !

Tous ceux qui sont intéressés à cette question, les gouvernants et les populations de l'Allemagne et de la France, les Alsaciens-Lorrains eux-mêmes, et aussi tous les autres pays civilisés de l'Europe, qu'ils soient destinés ou non à prendre part aux prochaines négociations de paix, ont le devoir de travailler dans ce sens, s'ils ont à cœur de détruire les vieilles racines et les germes nouveaux d'un dangereux conflit.

L'Alsace-Lorraine, dans sa grande souffrance, attend le jour où, quelle que soit l'issue de la guerre sa libre volonté reconnue lui permettra de servir les intérêts de l'Europe. »

Appel à l'Humanité

La grande guerre actuelle n'a créé en aucun endroit une si affreuse et si terrible catastrophe qu'en Arménie et dans les villes turques peuplées d'Arméniens.

Par l'ordre du gouvernement turc et sous le contrôle immédiat de ses représentants criminels, s'accomplissent en ce moment des horreurs épouvantables qui n'avaient jamais terni les pages de l'histoire.

Tous les despotes et les tyrans effroyables existant au cours de l'histoire pâlisent en les comparant aux dirigeants présents de la Turquie qui exécutent aujourd'hui des plans si monstrueux, jusqu'à présent inconnus à tout cerveau humain.

Toutes les provinces arméniennes, depuis Erzeroum jusqu'à Cilicie, de Trébizonde jusqu'à Diarbékir et Kharpourte, sont destinées à une fin réelle, inévitable. On emprisonne les intellectuels et, après leur avoir fait subir des punitions corporelles, des tourments et des supplices inouïs, on les tue. On massacre tous les jeunes gens pouvant se défendre, on envahit les biens de ces misérables condamnés et puis, sous le prétexte de déportation, on tue en masse les pauvres débris de la population sur les routes et dans les vallées lointaines.

Et on exécute ces horreurs avec une grande célérité et une sévérité égale. On tue sans distinction d'âge ni de sexe, depuis les vieillards jusqu'aux enfants innocents dans les berceaux, des femmes jusqu'aux jeunes filles. — C'est une calamité affreuse, inconnue dans l'histoire ; c'est l'extermination d'un peuple entier. Et c'était un plan arrêté par le gouvernement turc : massacrer toutes les populations chrétiennes pour créer et répandre l'islamisme dans toutes les régions de la Turquie.

Nous laissons de côté, pour le moment, tous les rapports qui nous sont parvenus, les attestations et les témoignages officiels, et nous allons citer les faits constatés par les personnages impartiaux et les philanthropes appartenant aux

puissances étrangères amies et ennemies. Nous ne voulons pas mentionner leurs noms, chacun peut constater ce que nous allons dire par les témoignages des missionnaires protestants et catholiques, des consuls d'Etat, des sœurs de charité, des négociants et de plusieurs personnages étrangers sortis de ce pays infernal appelé la Turquie.

A Erzeroum et dans toutes les régions de ce vilayet se sont accomplis des crimes affreux, puis on a commencé à déporter la population vers la direction Eerzindjian-Kharpourte, en la faisant marcher pendant plusieurs jours ; et, d'après les témoignages des sœurs de charité allemandes, les caravanes de ces infortunés ont subi en route des pillages et d'horribles cruautés. Nous ignorons complètement s'il existe des débris de ces caravanes de déportés.

A Paperte, après avoir emprisonné des milliers d'hommes, on les a tués dans la prison ; des femmes et de petits enfants ont été jetés dans la Djorokh et les quelques fuyards qui se sont réfugiés dans les montagnes ont été égorgés par les représentants du gouvernement et par les troupes turques. Ainsi, toute la région de Paperte est anéantie.

Sivas et Chabine-Kara-Hissar, avec tous leurs villages, sont réduits en amas de ruines. Beaucoup d'hommes ont été pendus, d'autres massacrés ; le reste, — femmes, vieillards, enfants — ont été également exilés, mais où ? — On n'en sait rien. On a constaté dernièrement qu'on les avait tués en route.

Les missionnaires américains et allemands nous donnent encore la description épouvantable des horreurs de Cilicie, Zeitun, Hadjin, Tchok-Marzeavn. Beaucoup d'hommes parmi les habitants de ces villes ont eu le même sort affreux ; de même, ceux envoyés vers les déserts brûlants seront morts inévitablement, n'ayant pu recevoir aucun secours.

Sous l'influence des mêmes horreurs, les 100 000 habitants de Nigomitia tremblent également. On a commencé déjà à les déporter çà et là et on craint que la fin de ces exils soit la même.

Et maintenant les dirigeants insensés du gouvernement de Turquie, encouragés par le silence absolu du monde extérieur, dressent la liste, à Constantinople même, des Arméniens de province, installés là depuis plusieurs années et au nombre de plus de 100,000, pour les envoyer dans leurs villes, où il n'y a en ce moment aucun Arménien. L'intention du gouvernement est, cela va sans dire, de les tuer, de les anéantir sans bruit.

Nos courageux soldats, totalement désarmés, sont employés à d'autres travaux pénibles. On constate encore que plusieurs soldats arméniens ont été fusillés.

Toutes nos églises, nos écoles et les établissements publics sont détruits ou transformés en écuries ou en casernes. On massacre toute la population en détruisant aussi tout ce qui rappelle l'existence de cette nation.

Les représentants du gouvernement de la Turquie ont adopté aujourd'hui, pour l'extinction complète d'un peuple, un tout autre système que celui de 1896, où les massacres arméniens n'ont pas été continués jusqu'au bout, grâce aux protestations énergiques qui se sont élevées de tous côtés. Aujourd'hui, tout se passe en silence et dans l'obscurité, et quand, sous le couvert d'un gouvernement tyrannique, se commettent des crimes épouvantables, des atrocités inouïes sous prétexte d'exil, de déportation ou de prison, on arrache toute une race à son sol, on ne laisse dans les villes et les villages aucun individu. Toute l'Europe reste indifférente.

L'Arménie est devenue aujourd'hui un vaste cimetière, et alors qu'en ce moment les grandes puissances sont engagées dans une lutte titanique, que les représentants officiels de l'Europe, les

consuls, les ambassadeurs, mêmes les missionnaires et les sœurs de charité sont, les uns éloignés, d'autres expulsés, le gouvernement de Constantinople, se sentant libre et irresponsable, continue tranquillement à commettre partout des horreurs, en ayant soin surtout qu'aucune communication télégraphique ne puisse présenter le tableau sinistre et infernal de l'Arménie à l'Europe.

Nous autres, Arméniens de ce pays, sachant bien ce qui se passe dans le nôtre, nous nous adressons à vous, puissances de l'Europe, à vous, les représentants des gouvernements neutres, les intellectuels humanitaires, les prêtres des Eglises et à toute l'Humanité civilisée, en vous priant de ne pas rester témoins impassibles de la perpétration de ces affreux crimes, sans précédent dans l'histoire humaine. Nous vous prions très instamment d'élever la voix, de protester énergiquement, avec une véhémence unanime d'indignation, pour arrêter la main des bourreaux, pour empêcher le déracinement absolu de notre peuple.

La Commission arménienne d'initiative à Sofia.

La Douma et les Juifs de Russie

La persécution des Juifs en Russie a empiré au cours de cette guerre, malgré toutes les promesses du gouvernement impérial. D'amples preuves ont été apportées à la tribune de la Douma par des représentants de tous les partis de gauche. Ce sont du reste, en Russie, des faits de notoriété publique. Mais les nations libérales de l'Occident hésitent encore à retirer leur sympathie à la politique nationaliste qui domine le gouvernement russe. Il est donc très méritoire que le professeur Gustave Brocher ait traduit en français les discours prononcés à la Douma Russe (1).

Les libéraux de l'Occident y puiseront des encouragements nouveaux pour appuyer de leurs sympathies puissantes les libéraux russes qui se dressent contre ces œuvres de haine et qui demandent pour les Juifs russes l'égalité de droit de laquelle jouissent leurs coreligionnaires des autres pays.

Nous recevons la lettre suivante :

Cher Monsieur,

Verriez-vous un inconvénient à poser la question de principe suivante dans la « Voix de l'Humanité » :

Quel est approximativement le nombre d'hommes et de femmes satisfaits de voir régner dans leur pays la sécurité et la justice, qui désireraient voir ces bienfaits répandus sur toute la terre ?

Qui pourrait renseigner en gros la rédaction de la « Voix de l'Humanité » ?

La presse de tous les pays.

Les journalistes auront-ils le courage de consulter leurs abonnés, de faire un pointage et de renseigner votre estimable journal ? La parole est aux journaux pour rapports gratuits.

Veuillez, cher Monsieur, agréer mes meilleures salutations.

E. GUINAND, arch.

Lausanne, 2, Longeraie.

¹⁾ Discours prononcés à la Douma et au Conseil d'empire sur la situation du peuple juif en Russie. — Lausanne, Librairie Rouge & Cie, 1915.